

LE CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Alternance : n.f., Action d'alterner deux ou plusieurs choses dans le temps et l'espace : « Un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation alterne des périodes de travail en entreprise et des temps de qualification ».

	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION
OBJECTIF	<p>Contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié.</p> <p>Son objectif est l'insertion ou le retour à l'emploi des jeunes et adultes par acquisition d'une qualification professionnelle (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) reconnue par l'Etat et/ou la branche professionnelle.</p> <p>Ce contrat alterne les périodes d'enseignement général, technologique et professionnel et des périodes de travail en entreprise dans une activité en rapport avec la qualification visée.</p>
PUBLIC	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus (sans condition) ➤ Les 26 ans et plus (sous condition) : <ul style="list-style-type: none"> - Demandeurs d'emploi - Bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Personnes ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion
TYPE D'EMPLOYEUR	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tout employeur du secteur marchand <u>assujéti au financement de la formation professionnelle</u>, les entreprises d'armement maritime, les Etablissements Publics Industriels et Commerciaux, les employeurs saisonniers, les CAF et les particuliers employeurs ➤ Les entreprises de travail temporaire peuvent également embaucher des salariés en contrat de professionnalisation à durée déterminée. <p>Les Chambres Consulaires, l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics administratifs ne peuvent pas conclure de contrat de professionnalisation</p>
TYPE ET DUREE DE CONTRAT	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le contrat peut être à durée déterminée pour une durée comprise entre 6 et 12 mois. ➤ Cette durée peut être portée directement à 24 mois pour les personnes sans qualification ou bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou sortant d'un contrat aidé. En dehors des cas mentionnés ci-dessus, les critères de dérogation à la durée légale des contrats sont précisés dans un accord conventionnel (accord de branche). ➤ Le contrat peut également être à durée indéterminée. Dans ce cas, les règles de durée maximale mentionnées ci-dessus portent sur l'action de professionnalisation, c'est-à-dire la première phase du contrat qui s'effectue en alternance
PERIODE D'ESSAI	<p>Le contrat de professionnalisation peut comporter une période d'essai : à défaut de dispositions conventionnelles ou contractuelles plus favorables, ce sont les règles de droit commun qui s'appliquent.</p>

<p>RUPTURE DU CONTRAT</p>	<p>➤ Fin normale : Le contrat se termine à la date de la fin de contrat pour un CDD.</p> <p>➤ Fin anticipée : Le contrat en CDD peut être résilié :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Unilatéralement par l'employeur ou par l'alternant pendant la période d'essai avec notification écrite • Ou par décision du conseil des prud'hommes pour faute grave, manquement répété aux obligations ou inaptitude, • Ou d'un commun accord entre l'employeur et l'alternant • La rupture en raison d'une embauche sous CDI : L'accord de l'employeur n'est alors pas nécessaire mais il faut tout de même le prévenir (en recommandé avec AR) en fournissant un justificatif d'embauche en CDI. Vous devez le faire au moins 2 semaines à l'avance. <p>Dans le cas d'un CDI en contrat pro, les mêmes règles que pour le contrat en CDI classique s'appliquent. Il est possible de démissionner sans justifications obligatoires mais cette procédure nécessite un préavis (indiqué sur le contrat de travail signé). Le CDI en contrat pro peut également faire l'objet d'une rupture conventionnelle. Enfin, notez que le licenciement, justifié d'un motif valable, est possible.</p>
<p>DUREE DU TRAVAIL</p>	<p>Le temps de travail du salarié en contrat de professionnalisation est identique à celui des autres salariés de l'entreprise. Le temps de formation est inclus dans le temps de travail. Le contrat peut être conclu à temps partiel si l'ensemble des salariés est à temps partiel.</p>
<p>ORGANISATION DE L'ALTERNANCE</p>	<p>L'action de professionnalisation (alternance entre enseignements et périodes de travail en entreprise) est située au début d'un contrat à durée indéterminée. Dans le cas d'un contrat à durée déterminée, elle occupe toute la durée du contrat.</p> <p>Les enseignements généraux, professionnels et technologiques sont dispensés par un organisme de formation ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation interne doté de moyens distincts de ceux des services de production.</p> <p>Ces enseignements ont une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale du contrat. Un accord de branche peut toutefois porter cette durée au-delà de 25 %, soit pour certains publics (bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH), soit pour certaines qualifications.</p> <p>Le tuteur est obligatoire (Loi du 5 Mars 2014). celui-ci doit être volontaire, confirmé et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans en rapport avec la qualification visée.</p>

Rémunération du contrat de professionnalisation

Age de l'apprenti	Salaire de référence	Niveau inférieur au bac pro	Niveau supérieur ou égal au bac pro
Moins de 20 ans	SMIC	55%	65%
		824.16 €	974 €
de 21 à 25 ans	SMIC	70%	80%
		1 048.93 €	1 198.77 €
26 ans et plus	SMIC ou salaire minimum conventionnel correspondant à l'emploi occupé s'il est plus favorable	SMIC ou 85%	SMIC ou 85%
		1 498.47 €	

Valeur du SMIC mensuel au 01/01/2018 : 1 498,47€.

La Modification de salaire s'effectue le 1er jour du mois suivant le 21ème anniversaire Si le salarié atteint 26 ans en cours de contrat, cela n'a pas d'incidence automatique sur la rémunération. Pour autant cela n'exclut pas que l'employeur et le salarié conviennent d'un accord d'une revalorisation salariale au moment de la signature ou par avenant en cours de contrat

Précisions

- Le salaire brut est soumis aux charges patronales et salariales classiques. L'employeur bénéficie d'un abaissement sur les bas salaires (réduction Loi Fillon, équivalente à une exonération des charges URSSAF pour l'entreprise)
- A l'issue d'un contrat de professionnalisation en CDD, aucune indemnité de fin de contrat n'est due